

**Conférence Régionale des Élus
de la Gaspésie et
des Îles-de-la-Madeleine
États financiers consolidés
au 31 mars 2014**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats consolidés	4
Évolution de l'actif net consolidé	5
Flux de trésorerie consolidés	6
Situation financière consolidée	7
Notes complémentaires	8 - 21
Annexes consolidées	26



Raymond Chabot
Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de
Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Raymond Chabot Grant Thornton

S.E.N.C.R.L.

9-1, rue Adams

Gaspé (Québec) G4X 1E5

Téléphone : 418 368-5576

Télécopieur : 418 368-6942

www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui comprennent l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2014 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine au 31 mars 2014 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

B. J. H. T. T. C., ssc

Gaspé
Le 18 juin 2014

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Résultats consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	<u>Budget</u>	<u>2014</u> <u>Réel</u>	<u>2013</u> <u>Réel</u>
	\$	\$	\$
Produits			
Apports			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	1 550 000	1 550 000	1 550 000
Investissement (Annexe A)	3 185 000	2 156 790	2 613 465
Mandats et projets spéciaux (Annexe B)	7 203 405	7 478 390	9 918 315
Autres (Annexe C)	316 389	217 873	351 368
	<u>12 254 794</u>	<u>11 403 053</u>	<u>14 433 148</u>
Charges			
Subventions du gouvernement du Québec -			
Investissement (Annexe D)	3 185 000	2 156 790	2 613 465
Instances démocratiques (Annexe E)	145 000	145 439	144 781
Rémunération du personnel (Annexe F)	1 160 914	1 204 064	1 097 267
Administration générale (Annexe G)	548 109	504 594	582 937
Mandats et projets spéciaux (Annexe H)	7 203 405	7 455 681	9 918 315
	<u>12 242 428</u>	<u>11 466 568</u>	<u>14 356 765</u>
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	<u>12 366</u>	<u>(63 515)</u>	<u>76 383</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
Évolution de l'actif net consolidé
 pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	Investi en Immo- bilisations	Investi en placements	Non affecté		2014		2013	
			Budget	Réel	Total	Total		
Solde au début	\$ 190 035	\$ 107 128		\$ 460 254	\$ 757 417	\$ 681 034		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(66 953)		12 366	3 438	(63 515)	76 383		
Affectation d'origine interne	21 139			(21 139)				
Solde à la fin	144 221	107 128	12 366	442 553	693 902	757 417		

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Flux de trésorerie consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(63 515)	76 383
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	66 350	70 693
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	603	173
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 3)	<u>444 261</u>	<u>542 198</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>447 699</u>	<u>689 447</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Immobilisations corporelles	(21 888)	(38 936)
Cession d'immobilisations corporelles	<u>750</u>	<u>100</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(21 138)</u>	<u>(38 836)</u>
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Variation nette du dépôt à terme et flux de trésorerie liés aux activités de placement	<u>150 000</u>	<u>150 000</u>
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	576 561	800 611
Encaisse au début	<u>5 103 874</u>	<u>4 303 263</u>
Encaisse à la fin	<u>5 680 435</u>	<u>5 103 874</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Situation financière consolidée

au 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	5 680 435	5 103 874
Dépot à terme échu au cours de l'exercice		150 000
Comptes clients et autres créances (note 4)	1 141 989	1 815 564
Frais payés d'avance	1 199	1 474
	<u>6 823 623</u>	<u>7 070 912</u>
Long terme		
Placements (note 5)	107 128	107 128
Immobilisations corporelles (note 6)	144 221	190 035
	<u>7 074 972</u>	<u>7 368 075</u>
PASSIF		
Court terme		
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 7)	599 806	1 113 479
Long terme		
Apports reportés afférents aux opérations courantes (note 8)	5 781 264	5 497 179
	<u>6 381 070</u>	<u>6 610 658</u>
ACTIF NET		
Non affecté	442 553	460 254
Investi en placements	107 128	107 128
investi en immobilisations	144 221	190 035
	<u>693 902</u>	<u>757 417</u>
	<u>7 074 972</u>	<u>7 368 075</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

1 - STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme est constitué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique régional et de la Recherche (Québec). Il est reconnu à titre de personne morale de droit public. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'organisme regroupe des élus municipaux et des représentants de la société civile. Il voit à assurer la concertation des intervenants régionaux, le suivi et la mise en oeuvre de la planification stratégique régionale ainsi que la coordination et le suivi des actions et des programmes de développement sur le territoire.

L'organisme est reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en matière de développement régional. Il gère les fonds de développement régional, ainsi que d'autres fonds attribués par le gouvernement de même que diverses ententes spécifiques.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers consolidés de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Ces états financiers incluent les comptes de l'organisme et de sa filiale, Fonds d'aide à l'entreprise.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

L'organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût ou au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

L'organisme détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes de l'actif net.

Revenus d'encadrement

Les produits tirés d'encadrement sont constatés à la condition qu'un accord existe entre les parties, que la prestation des services soit achevée, que les honoraires soient déterminés ou déterminables et que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

Produits de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits de placements incluent les produits d'intérêts.

Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Revenus de location

L'organisme constate les revenus de location à court terme lors de la prestation du service au client, que le montant est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, les taux annuels et la période qui suivent :

	<u>Méthodes</u>	<u>Taux et période</u>
Améliorations locatives	Linéaire	7 ans
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Logiciels	Dégressif	30 %
Photocopieur	Dégressif	20 %
Site Web	Dégressif	30 %

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

3 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	673 575	320 418
Frais payés d'avance	275	
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	(513 674)	652 312
Apports reportés afférents aux opérations courantes	284 085	(430 532)
	<u>444 261</u>	<u>542 198</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

4 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Partenaires (a)	388 583	465 384
Subventions gouvernementales à recevoir	564 783	564 611
Intérêts courus		87
Corporation du Chemin de Fer de la Gaspésie, sans intrêt	992	992
Fonds régional d'assistance à la prospection minière, sans intérêt	116 453	116 453
Avance au Transport collectif, sans intérêt	2 744	609 199
Employés	8 411	8 225
Taxes à la consommation	60 023	50 613
	<u>1 141 989</u>	<u>1 815 564</u>

(a) Au 31 mars 2014, un partenaire représente 70 % du total des partenaires (76 % au 31 mars 2013).

5 - PLACEMENTS

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
1 action du Fonds d'aide à l'entreprise	1	1
51 875 actions de catégorie «E» de Les produits et services Pimo inc.	1	1
12 000 actions de catégorie «G» de Les produits Tapp inc.	12 000	12 000
60 125 actions de catégorie «H» de 9023-7645 Québec inc.	60 125	60 125
35 000 actions de catégorie «I» de 9047-9007 Québec inc.	35 000	35 000
79 000 actions de catégorie «G» de Société de recherche Surgicure inc.	1	1
	<u>107 128</u>	<u>107 128</u>

6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	306 356	254 749	51 607	85 497
Équipement informatique	240 285	203 643	36 642	38 916
Mobilier et agencements	218 123	177 635	40 488	44 777
Logiciels	50 904	44 524	6 380	8 550
Photocopieur	1 899	1 887	12	15
Site Web	26 477	17 385	9 092	12 278
	<u>844 044</u>	<u>699 823</u>	<u>144 221</u>	<u>190 033</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

7 - COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Comptes fournisseurs	353 014	862 147
Salaires à payer	140 816	144 599
Charges sociales à payer	105 976	106 733
	<u>599 806</u>	<u>1 113 479</u>

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES

Les apports reportés afférents aux opérations courantes représentent des subventions du gouvernement provincial destinées à couvrir les charges des différents projets du prochain exercice.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Fonds d'interventions régionales		
Solde au début et à la fin	56 670	56 670
Fonds d'aide à l'entreprise - capital		
Solde de début		41 778
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable		(41 778)
Solde à la fin		
Fonds d'investissement Jeunesse		
Solde au début		151 647
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable		(151 647)
Solde à la fin		
Ministère des affaires municipales		
Solde au début et à la fin	2 397	2 397
Table des aînés		
Solde au début	58 842	36 704
Montant encaissé	81 500	137 305
Montant constaté aux résultats	(110 990)	(115 167)
Solde à la fin	29 352	58 842
Fonds de développement régional		
Solde au début	315 571	479 036
Montant encaissé	3 990 243	2 450 000
Montant constaté aux résultats	(2 157 134)	(2 613 465)
Solde à la fin	2 148 680	315 571

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Forum jeunesse, Fonds jeunesse René-Lévesque et Fonds régional d'investissement jeunesse		
Solde au début	855 910	662 428
Montant encaissé	585 506	977 783
Montant constaté aux résultats	<u>(619 432)</u>	<u>(784 301)</u>
Solde à la fin	<u>821 984</u>	<u>855 910</u>
Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)		
Solde au début	50 573	38 241
Transfert au projet - Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		(12 500)
Montant encaissé	75 000	120 000
Montant constaté aux résultats	<u>(83 110)</u>	<u>(95 168)</u>
Solde à la fin	<u>42 463</u>	<u>50 573</u>
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		
Solde au début	939 971	805 348
Montant encaissé	5 719	2 951 615
Montant constaté aux résultats	<u>(587 982)</u>	<u>(2 816 992)</u>
Solde à la fin	<u>357 708</u>	<u>939 971</u>
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)		
Solde au début	65 803	119 575
Montant encaissé	193 410	117 000
Montant constaté aux résultats	<u>(212 304)</u>	<u>(170 772)</u>
Solde à la fin	<u>46 909</u>	<u>65 803</u>
Table de concertation régionale des véhicules hors route		
Solde au début	5 466	23 843
Montant encaissé	38 000	(2 000)
Montant constaté aux résultats	<u>(25 019)</u>	<u>(16 377)</u>
Solde à la fin	<u>18 447</u>	<u>5 466</u>
Entente en économie sociale		
Solde au début	88 220	10 206
Montant encaissé	143 920	141 498
Montant constaté aux résultats	<u>(122 431)</u>	<u>(63 484)</u>
Solde à la fin	<u>109 709</u>	<u>88 220</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Fonds d'urgence pour réparation de chemins et sentiers forestiers		
Solde au début	15 727	2 046 872
Montant encaissé	1	1 169 714
Montant constaté aux résultats	<u>(15 728)</u>	<u>(3 200 859)</u>
Solde à la fin	.....	.....
		15 727
Certification forestière		
Solde au début		50 000
Montant encaissé	30 000	655
Montant constaté aux résultats		<u>(50 655)</u>
Solde à la fin	<u>30 000</u>	.....
	
Fondation communautaire de la Gaspésie		
Solde au début et à la fin	.....	.....
	41 848	41 848
Participation régionale à la mise en valeur des forêts		
Solde au début et à la fin	.....	.....
	7 157	7 157
Activités de l'international		
Solde au début et à la fin	.....	.....
	75 409	75 409
Entente immigration participation jeunesse		
Solde au début	13 880	
Transfert au projet - Entente spécifique à l'immigration	(13 880)	
Montant encaissé		27 880
Montant constaté aux résultats		<u>(14 000)</u>
Solde à la fin	.....	.....
		13 880
Programme régional de développement agro-alimentaire		
Solde au début	166 704	324 954
Montant constaté aux résultats	<u>(75 407)</u>	<u>(158 250)</u>
Solde à la fin	.....	.....
	91 297	166 704
Engagement jeunesse		
Solde au début	43 270	90 533
Ajustement au solde d'ouverture	(6 000)	
Montant encaissé		(5 000)
Montant constaté aux résultats	<u>(4 322)</u>	<u>(42 263)</u>
Solde à la fin	.....	.....
	32 948	43 270

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		
Solde au début	261 160	324 399
Transfert au projet - Alliance pour la solidarité		(36 052)
Transfert au projet - Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	(198 735)	258 000
Montant encaissé		126 469
Montant constaté aux résultats	<u>(62 425)</u>	<u>(153 656)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Alliance pour la solidarité		
Solde au début	1 614 414	
Transfert du projet - Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		36 052
Montant encaissé	1 089 230	1 695 519
Montant constaté aux résultats	<u>(1 890 604)</u>	<u>(117 157)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente sur les conditions de vie des aînés		
Solde au début	179 738	306 454
Montant encaissé	29 750	238 000
Montant constaté aux résultats	<u>(127 473)</u>	<u>(364 716)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		
Montant encaissé	85 000	
Montant constaté aux résultats	<u>(14 103)</u>	
Solde à la fin	.....
Entente spécifique en immigration		
Solde au début	52 114	70 339
Transfert projet - entente participation immigration jeunesse	13 880	
Montant encaissé	19 356	103 709
Montant constaté aux résultats	<u>(56 024)</u>	<u>(121 934)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente arts et lettres participation jeunesse		
Solde au début	30 000	
Montant encaissé		70 000
Montant constaté aux résultats		<u>(40 000)</u>
Solde à la fin	.....	.....

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Entente arts et lettres participation autre		
Montant encaissé et solde à la fin	<u>10 000</u>	.....
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource		
Solde au début	4 802	4 749
Montant encaissé	53	53
Montant constaté aux résultats		
Solde à la fin	<u>4 855</u>	<u>4 802</u>
Bureau de logistique des transports		
Solde au début	108 455	
Montant encaissé		115 934
Montant constaté aux résultats	<u>(42 221)</u>	<u>(7 479)</u>
Solde à la fin	<u>66 234</u>	<u>108 455</u>
Innovare		
Solde au début	58 241	122 239
Montant encaissé	135 501	53 656
Montant constaté aux résultats	<u>(128 798)</u>	<u>(117 654)</u>
Solde à la fin	<u>64 944</u>	<u>58 241</u>
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels		
Solde au début	1 385	34 885
Montant encaissé		3 000
Montant constaté aux résultats	<u>(1 728)</u>	<u>(36 500)</u>
Reclasser aux comptes clients	343	
Solde à la fin	<u>.....</u>	<u>1 385</u>
Complice		
Solde au début	139 809	
Montant encaissé	610 619	407 725
Montant constaté aux résultats	<u>(476 935)</u>	<u>(267 916)</u>
Solde à la fin	<u>273 493</u>	<u>139 809</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Stratégie d'établissement durable		
Solde au début	148 528	
Ajustement au solde d'ouverture	(1 451)	
Transfert des projets - Fonds d'aide à l'entreprise - capital et Fonds d'investissement Jeunesse		193 425
Montant encaissé	558 486	10 743
Montant constaté aux résultats	(618 535)	(55 640)
Solde à la fin	<u>87 028</u>	<u>148 528</u>
Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)		
Solde au début	90 115	
Transfert du projet - entente de collaboration lutte contre la pauvreté	198 735	
Montant encaissé	18 115	141 496
Montant constaté aux résultats	(126 187)	(51 381)
Solde à la fin	<u>180 778</u>	<u>90 115</u>
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications		
Solde au début	1 875	
Montant encaissé	3 750	16 875
Montant constaté aux résultats	(8 750)	(15 000)
Transfert du solde au compte à recevoir	3 125	
Solde à la fin	<u>3 125</u>	<u>1 875</u>
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		
Solde au début	3 125	
Transfert du projet Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)		12 500
Montant encaissé		12 500
Montant constaté aux résultats	(3 125)	(21 875)
Solde à la fin	<u>3 125</u>	<u>3 125</u>
Programme de développement régional et forestier (PDRF)		
Ajustement du solde (C/R)	1 800	
Montant encaissé	1 896 191	
Montant constaté aux résultats	(1 742 315)	
Solde à la fin	<u>155 676</u>	

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Stratégie régionale en recherche innovation		
Montant encaissé	30 000	
Montant constaté aux résultats	(38 456)	
Transfert du solde au compte à recevoir	8 456	
Solde de fin	<u>5 781 264</u>	<u>5 497 179</u>

9 - FONDS D'INTERVENTIONS RÉGIONALES

Dans le Fonds d'interventions régionales, le conseil avait autorisé des projets pour 14 707 553 \$ au 31 mars 2007; de ce montant, aucun déboursé n'a été effectué en 2014, 2013 et 2012. De plus, un montant de 56 670 \$ constitue un solde engagé mais non déboursé au 31 mars 2014, 2013 et 2012.

10 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Fonds de gestion, institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration financière est confiée au ministère. Ce fonds a pour but d'appuyer les initiatives de développement régional. Le déboursé est effectué directement par la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine à partir de son compte courant, sous réserve des crédits disponibles.

Au 31 mars 2014, les engagements et les déboursés cumulatifs en vertu de ce fonds, se détaillent comme suit :

	<u>Engagements</u>	<u>Déboursés</u>
	\$	\$
Fonds conjoncturel régional (de 1998 à 2003)	2 553 361	2 548 524
Stratégie de diversification économique (de 1998 à 2003)	1 440 677	1 420 726
Projets structurants (depuis 2004)	8 433 573	7 968 547
Études et recherches (depuis 2004)	808 619	712 538
Ententes spécifiques et de partenariat (depuis 1998)	9 670 543	9 105 752
Soutien aux organismes de développement	2 566 392	2 274 380
Fonds de modulation	50 000	50 000
Volet international	274 376	283 006
Fonds régionaux d'intervention	786 000	695 390
Projets régionaux	1 772 701	1 180 485
	<u>28 356 242</u>	<u>26 239 348</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

10 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, les engagements ont été les suivants:

	Budget	Engagements
	\$	\$
Projets structurants	750 000	422 414
Ententes spécifiques et de partenariat	1 510 000	928 825
Support aux organismes de développement	400 000	444 612
Volet international	25 000	28 500
Projets régionaux	500 000	770 300
	<u>3 185 000</u>	<u>2 594 651</u>

11 - FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Dans le Fonds régional d'investissement jeunesse, le conseil avait autorisé des projets pour 5 198 019 \$ au 31 mars 2014 et 2013; un montant de 4 926 648 \$ a été déboursé au 31 mars 2013 (4 604 995 \$ au 31 mars 2013).

12 - PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ACCESSIBILITÉ AUX TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT À VOCATION FAUNIQUE ET MULTIRESSOURCE

Des projets pour un montant de 1 967 742 \$ ont été autorisés au 31 mars 2014; de ce montant, 1 964 889 \$ ont été déboursés au 31 mars 2014.

13 - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER (PDRF)

Des projets pour un montant de 2 196 287 \$ ont été autorisés au 31 mars 2014, de ce montant 1 286 407 \$ ont été déboursés. Les dépenses totales pour le programme s'élèvent à 1 812 289 \$ au 31 mars 2014.

14 - BUDGET 2014

Les chiffres qui apparaissent dans la colonne "Budget 2014" à l'état des résultats ont été fournis par l'organisme et sont présentés pour fins d'information seulement.

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que l'organisme utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent:

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

Le solde des comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse et au dépôt à terme est considéré comme négligeable puisqu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

– Risque de taux d'intérêt :

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégories

Les actifs et passifs financiers de l'organisme, totalisant respectivement 6 762 401 \$ et 493 830 \$ (7 018 825 \$ et 1 006 746 \$ au 31 mars 2013), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

16 - ENGAGEMENTS

L'organisme est engagé par un contrat de location d'un photocopieur échéant en janvier 2017, à verser une somme de 23 958 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 7 986 \$ en 2015, 2016 et 2017.

De plus, l'organisme est engagé par un contrat de location de locaux échéant en septembre 2015, à verser une somme de 3 547 \$. Le paiement minimum exigible pour le prochain exercice s'élève à 3 547 \$ en 2015.

En plus, l'organisme est engagé par un contrat de location d'une timbreuse échéant en juillet 2016, à verser une somme de 750 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 500 \$ en 2015 et 250 \$ en 2016.

Finalement, l'organisme est engagé par un contrat de location d'un local échéant en septembre 2016, à verser une somme de 116 982 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 77 988 \$ en 2015 et 38 994 \$ en 2016.

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
ANNEXE A - Produits - Subventions du Gouvernement du Québec - Investissement			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention			223 074
Plate-forme de promotion		37 272	
Volet International	25 000	19 454	23 150
Innovation et recherche pêche		62 174	
Support aux organismes de développement	400 000	222 500	505 093
Projets structurants	750 000	574 254	718 669
Politique cadre en tourisme durable		125 180	73 878
Région numérique		62 176	63 691
Plan quinquennal		73 244	24 525
Projets à caractère régionaux	500 000	37 425	32 559
Ententes spécifiques	1 510 000	943 111	948 826
	3 185 000	2 156 790	2 613 465
ANNEXE B - Produits - Mandats et projets spéciaux			
Fonds régional Investissement Jeunesse	474 711	326 690	503 358
Forum jeunesse	275 742	262 867	263 094
Fonds jeunesse René-Lévesque	10 000	29 875	17 849
Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	140 117	126 187	51 381
Table des aînés	154 200	110 990	115 167
Entente de collaboration lutte à la pauvreté	261 159	62 424	153 656
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	4 802		
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		587 982	2 756 513
Administration			60 479
Cerf de Virginie	20 000	9 150	19 100
Certification foresterie			50 655
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	50 573	83 110	95 168
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)	225 000	212 304	170 772
Entente en économie sociale	138 218	122 431	63 484
Alliance pour solidarité	2 873 944	1 890 603	117 157
Société du chemin de fer Gaspésie		14 472	106 570
Commission des Ressources naturelles et du territoire		139 590	666 787
Revenus Réseau collectif		4 030	
Ressources naturelles alternatives			(192)
Transport collectif		4 951	90 663
Table de concertation régionale des véhicules hors route	45 466	25 019	16 377
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications	15 625	8 750	15 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	15 727	15 728	3 200 859
Mobilité durable			
Éolien communautaire		110 625	37 217
Stratégie d'établissement durable	1 073 169	618 535	55 640

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Subvention condition féminine	39 000	39 000	30 000
Programme régional de développement agro-alimentaire	166 704	75 407	158 250
Forum Innovation	16 400		6 165
Engagement jeunesse	43 270	4 322	42 263
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		14 103	
Entente sur les conditions de vie des aînés	179 738	127 473	364 716
Entente spécifique en immigration		56 024	121 934
Bureau de logistique des transports	108 455	42 221	7 479
Mentorat	15 000	11 127	20 104
Innovare	180 000	128 798	117 654
Complice	625 000	466 435	267 916
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels	1 385	1 728	36 500
Programme régional de développement forestier		1 742 314	
Entente immigration participation jeunesse			14 000
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		3 125	21 875
Entente arts et lettres participation jeunesse	35 000		40 000
Entente arts et lettres autres partenaires	15 000		15 000
Table Éducation et Formation Emploi			27 705
	7 203 405	7 478 390	9 918 315
ANNEXE C - Produits - autres			
Intérêts	22 000	25 307	36 006
Encadrement Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier			27 000
Encadrement Aînés	5 000	5 000	3 000
Encadrement Stratégie d'établissement durable	18 335	21 330	15 950
Encadrement Forum jeunesse	12 000	12 000	6 000
Encadrement Commissions des Ressources Naturelles et du territoire			100 000
Encadrement Programme de développement régional et forestier (PDRF)	100 000	70 000	
Encadrement Réseau des partenaires en développement des collectivités	11 224	6 885	8 502
Encadrement Table de concertation régionale des véhicules hors route	2 000	2 000	2 000
Encadrement Fonds de diversification économique (MAMOT)	3 000	6 590	3 000
Encadrement Alliance pour la solidarité	15 000	15 000	16 350
Encadrement Engagement jeunesse			1 000
Encadrement Entente sur les conditions de vie des aînés	15 000	15 000	
Encadrement Entente spécifique en immigration			4 500
Encadrement Société du chemin de fer de la Gaspésie	4 000		8 420
Encadrement Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers			13 686
Encadrement Entente en économie sociale	14 575	6 080	8 502
Encadrement Transport collectif	40 000		40 000
Encadrement Bureau de logistique des Transports	5 000		5 000

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Revenus de location - Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)		3 180	3 180
Encadrement Éolien communautaire	3 000		3 427
Encadrement Table Éducation et Formation Emploi			554
Encadrement Complice	17 755	7 320	14 575
Revenus de location - Complice		3 180	3 180
Revenus de location - Stratégie d'établissement durable	13 500	2 385	
Revenus Réseau Collectif			
Recouvrement de dépenses			5 403
Revenus divers	15 000	16 616	22 133
	316 389	217 873	351 368
ANNEXE D - Charges - Subvention du Gouvernement du Québec - Investissements			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention			223 074
Volet International	25 000	19 454	23 150
Support aux organismes de développement	400 000	222 500	505 093
Projets structurants	750 000	574 254	718 669
Politique cadre en tourisme durable		125 180	73 878
Région numérique		62 176	63 691
Plateforme de promotion		37 272	
Plan quinquennal		73 244	24 525
Projets à caractère régionaux	500 000	99 599	32 559
Ententes spécifiques	1 510 000	943 111	948 826
	3 185 000	2 156 790	2 613 465
ANNEXE E - Charges - Instances démocratiques			
Déplacements	80 000	78 769	81 636
Réunions	25 000	28 170	25 570
Allocation versée aux élus	40 000	38 500	37 575
	145 000	145 439	144 781
ANNEXE F - Charges - Rémunération du personnel			
Salaires	959 433	990 856	908 858
Charges sociales	201 481	213 208	188 409
	1 160 914	1 204 064	1 097 267

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
Annexes consolidées**
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
ANNEXE G - Charges - Administration générale			
Frais des locaux			
Charges locatives	126 000	132 585	125 435
Taxes, assurances et permis	6 500	6 007	5 760
Amortissements des immobilisations corporelles	70 000	66 350	70 693
Communications	7 000	9 125	6 839
Déplacements	80 000	69 000	82 600
Frais de bureau			
Fournitures de bureau	8 000	5 667	7 876
Poste et messagerie	6 000	5 117	5 493
Location d'équipement	500	1 719	107
Informatique et équipements	3 500	2 677	3 292
Entretien ménager des locaux	6 500	5 546	5 663
Entretien du matériel de bureau	2 000	666	2 083
Télécommunications	30 000	30 926	36 820
Publicité			
Publicité et commandites	35 000	21 803	40 898
Documents et abonnements	1 500	934	3 212
Frais de reprographie	10 000	10 172	10 076
Formation	11 609	6 868	16 039
Cotisations	9 000	829	8 702
Frais de recrutement	1 000	1 358	4 877
Honoraires professionnels	25 000	22 142	35 296
Frais juridiques	1 000	81	376
Frais comptables	8 500	8 169	8 062
Services informatiques	98 000	96 031	95 884
Frais des projets			5 403
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles		603	173
Frais bancaires et administration	1 500	219	1 278
	548 109	504 594	582 937
ANNEXE H - Charges - Mandats et projets spéciaux			
Fonds régional Investissement Jeunesse	474 711	326 690	503 358
Forum jeunesse	275 742	262 867	263 094
Fonds jeunesse René-Lévesque	10 000	29 875	17 849
Revenu des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	140 117	126 187	51 381
Table des aînés	154 200	110 990	115 167
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		554 883	2 756 513
Administration			
Salaires et charges sociales			55 202
Volet II (autres dépenses)			5 277
Cerf de virginie	20 000	9 150	19 100
Certification forestière			50 655
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	50 573	83 110	95 168
Mobilité durable			

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)	225 000	212 304	170 772
Éolien communautaire		110 625	37 217
PRDF (4500)		1 741 930	
Société du chemin de fer Gaspésie		14 472	106 570
Commission des Ressources naturelles et du territoire		139 591	666 787
Ressources naturelles alternatives			(192)
Transport collectif		4 951	90 663
Table de concertation régionale des véhicules hors route	45 466	25 019	16 377
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications	15 625	8 750	15 000
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	261 159	62 425	153 656
Alliance pour solidarité	2 873 944	1 890 604	117 157
Entente en économie sociale	138 218	122 431	63 484
Stratégie d'établissement durable	1 073 169	618 535	55 640
Programme régional de développement agro-alimentaire	166 704	75 407	158 250
Condition féminine	39 000	39 000	30 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	15 727	15 728	3 200 859
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	4 802		
Forum Innovation	16 400		6 165
Engagement jeunesse	43 270	4 322	42 263
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		14 103	
Entente sur les conditions de vie des aînés	179 738	127 473	364 716
Entente spécifique en immigration		56 024	121 934
Mentorat	15 000	11 127	20 104
Bureau de logistique des transports	108 455	42 221	7 479
Innovare	180 000	128 797	117 654
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	625 000	476 936	267 916
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels	1 385	1 728	36 500
Entente Immigration participation jeunesse			14 000
Stratégie régionale en recherche et innovation			
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		3 125	21 875
Entente arts et lettres participation jeunesse	35 000		40 000
Réseau collectif		4 030	
Fonds Québec en forme		271	
Entente arts et lettres autres partenaires	15 000		15 000
Table Éducation et Formation Emploi			27 705
	7 203 405	7 455 681	9 918 315



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Mobiliser • Soutenir • Développer

153-2, rue de la Reine, Gaspé (Québec) G4X 1T5
TÉLÉPHONE : 418 368-6171 ou 1 800 463-6178 | TÉLÉCOPIEUR : 418 368-6052
www.cre-gim.net | cre-gim@cre-gim.net
